

**NON A LA CASSE DU SERVICE PUBLIC
EMPLOI - RETRAITE - STATUT - SALAIRES**

**TOUTES ET TOUS EN GREVE
LE 18 OCTOBRE**

Le Président de la République a annoncé, devant de futurs fonctionnaires, qu'il engageait « *un mouvement comme jamais depuis la Libération* » (le 20 septembre à l'I.R.A de NANTES).

A bien lire les annonces faites ce jour-là, il s'agit, et c'est un euphémisme, d'une véritable agression dogmatique contre les fonctionnaires. La volonté du Président est concentrée sur la mise en pièce de toutes les conquêtes sociales acquises depuis la Libération. Il utilise en cela la stigmatisation des fonctionnaires et recherche la confrontation des Français entre eux.

Ses Ministres ne sont pas en reste :

M. SANTINI (secrétaire d'Etat à la Fonction Publique) a déclaré au journal « La Croix » : « *Le régime de retraite de la fonction publique est encore une sorte de régime spécial. La question du rapprochement du public avec le privé se pose donc pour 2008* ».

M. WOERTH (Ministre du Budget et des Comptes Publics) a affirmé à Europe 1 : « *Quand on dit que les fonctionnaires perdent du pouvoir d'achat depuis cinq ou six ans, je pense que ce n'est pas vrai. Quand on prend l'ensemble de la feuille de paye d'un fonctionnaire qui était présent il y a cinq ans et qui est présent aujourd'hui, je pense qu'il y a une augmentation de son pouvoir d'achat de l'ordre de 3,5% par an* ».

NE PLUS BAISSER LA TETE FACE A L'ARROGANCE DU GOUVERNEMENT

La CGT TRESOR 92 appelle les agents à faire grève le 18 octobre pour :

- L'arrêt des réformes régressives, des suppressions d'emplois et l'ouverture de réelles négociations sur l'évolution des missions,
- La revalorisation significative des traitements et des régimes indemnitaires,
- La garantie d'une véritable politique de services publics satisfaisant aux besoins sociaux sur l'ensemble du territoire et l'amélioration de la qualité du service public rendu,
- L'attribution des moyens budgétaires indispensables au bon fonctionnement des services et à une réelle qualité de la vie au travail (conditions de travail, dignité des agents...)
- L'abandon de toutes les formes de rémunérations au mérite,
- Le maintien et le développement des statuts, des droits et des garanties collectives.

DANS LES HAUTS-DE-SEINE, COMME AILLEURS, LES AGENTS EN ONT MARRE !!!

Ne plus se résigner car le quotidien des agents pèse lourd :

- Il est fait d'un **pouvoir d'achat** en forte régression. Si le gouvernement ne peut dorénavant nier cette réalité qui préoccupe fortement tous les fonctionnaires, il se refuse toujours à augmenter les salaires et tente de pervertir les réponses à donner à cette revendication sous la forme de rémunération individualisée, de salaire au mérite, de mise en concurrence des agents. Pour qui veut mener une politique anti-sociale, diviser, encore et toujours les salariés, les opposer, tenter de les faire « *se battre* » autour de quelques miettes reste toujours un enjeu!
- Il est fait de **suppressions d'emplois** massives depuis des années (encore près de 1 000 à la DGCP inscrites au budget 2008) et de **vacances d'emploi** dans le département (une cinquantaine en permanence) dont les agents mesurent quotidiennement les conséquences négatives pour la qualité d'accomplissement des missions.
- Il est fait de **réformes incessantes** dont les seules justifications se trouvent dans la volonté politique d'installer une fiscalité favorable aux plus riches.
- Il est fait de **restructurations** (spécialisations : 6 Hôtels des Finances) et de **fermetures de Trésoreries (3 en 2006, 2 en 2007, 3 en 2008)** dans le département, dont la logique est dogmatique et budgétaire afin de réduire le rôle et la place du service et de l'emploi publics.
- Il est fait de **conditions de travail** en dégradation constante dans tous les services, sous le poids des suppressions d'emplois, de la dictature d'indicateurs productivistes et d'un management qui malmène les agents à tous les niveaux. N'en déplaise à une Direction Générale de la Comptabilité Publique qui s'évertue à en atténuer la portée, le « mal être » au travail, avec son lot de conséquences sur la santé mentale et physique des agents, est devenu aujourd'hui, un phénomène marquant à la DGCP.
- Il est fait enfin, de recul des **droits et garanties**, corollaire indispensable d'une refonte régressive de la Fonction publique que le gouvernement entend amplifier à travers la mise en oeuvre de la « *révision générale des politiques publiques* » lancée en juillet dernier. Les conférences sur la Fonction publique qui viennent de s'ouvrir s'inscrivent dans ce processus.

TOUTES ET TOUS A LA MANIFESTATION

JEUDI 18 OCTOBRE - 14 H00

PLACE DE LA REPUBLIQUE - NATION
Par le Boulevard Voltaire